



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les communes

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel CALVO, Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **504 200 467,00 euros**

- Section d'investissement : **450 540 448,00 euros**

Total **954 740 915,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		1 409 011,00	0,00	1 409 011,00
Crédits nouveaux		421 479 600,42	81 311 855,58	502 791 456,00
930	Administration Générale	43 684 136,00		43 684 136,00
931	Sécurité et salubrité publiques	21 882 275,00		21 882 275,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	99 952 018,00		99 952 018,00
934	Santé et action sociale	527 487,00		527 487,00
935	Aménagement des territoires et habitat	29 354 897,42		29 354 897,42
936	Action économique	18 486 612,00		18 486 612,00
937	Environnement	116 584 470,00		116 584 470,00
938	Transports	54 907 050,00		54 907 050,00
940	Impositions directes	23 355 655,00		23 355 655,00
943	Opérations financières	12 745 000,00		12 745 000,00
946	Transferts entre les sections		55 016 163,00	55 016 163,00
953	Virement à la section d'investissement		26 295 692,58	26 295 692,58
Total		422 888 611,42	81 311 855,58	504 200 467,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		21 319 311,19	0,00	21 319 311,19
Crédits nouveaux		462 780 155,81	20 101 000,00	482 881 155,81
930	Administration Générale	15 111 352,80		15 111 352,80
931	Sécurité et salubrité publiques	498 000,00		498 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	10 091 044,00		10 091 044,00
935	Aménagement des territoires et habitat	5 150 279,00		5 150 279,00
936	Action économique	4 940 701,86		4 940 701,86
937	Environnement	86 088 365,00		86 088 365,00
938	Transports	8 341 360,00		8 341 360,00
940	Impositions directes	207 793 403,15		207 793 403,15
941	Autres impôts et taxes	77 817 950,00		77 817 950,00
942	Dotations et participation	46 946 200,00		46 946 200,00
943	Opérations financières	1 500,00		1 500,00
946	Transferts entre les sections		20 101 000,00	20 101 000,00
Total		484 099 467,00	20 101 000,00	504 200 467,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		42 245 306,73	0,00	42 245 306,73
Crédits reportés		74 203 030,59	0,00	74 203 030,59
Crédits nouveaux		300 356 110,68	33 736 000,00	334 092 110,68
900	Administration Générale	13 062 400,00		13 062 400,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 235 500,00		1 235 500,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	41 290 303,00		41 290 303,00
904	Santé et action sociale	20 000,00		20 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	59 525 174,99		59 525 174,99
906	Action économique	22 583 637,01		22 583 637,01
907	Environnement	23 761 919,00		23 761 919,00
908	Transports	80 437 176,68		80 437 176,68
921	Taxes non affectées	1 700 000,00		1 700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	56 740 000,00		56 740 000,00
925	Opérations patrimoniales		13 635 000,00	13 635 000,00
926	Transferts entre les sections		20 101 000,00	20 101 000,00
Total		416 804 448,00	33 736 000,00	450 540 448,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		56 710 372,95	0,00	56 710 372,95
Crédits nouveaux		298 883 219,47	94 946 855,58	393 830 075,05
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000,00		80 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 450 588,00		4 450 588,00
905	Aménagement des territoires et habitat	18 414 371,00		18 414 371,00
906	Action économique	1 605 000,00		1 605 000,00
907	Environnement	3 394 900,00		3 394 900,00
908	Transports	17 719 062,00		17 719 062,00
921	Taxes non affectées	3 000 000,00		3 000 000,00
922	Dotations et participations	89 049 764,37		89 049 764,37
923	Dettes et autres opérations financières	156 109 234,10		156 109 234,10
925	Opérations patrimoniales		13 635 000,00	13 635 000,00
926	Transferts entre sections		55 016 163,00	55 016 163,00
951	Virement de la section de fonctionnement		26 295 692,58	26 295 692,58
954	Produits des cessions d'immobilisations	5 060 300,00		5 060 300,00
Total		355 593 592,42	94 946 855,58	450 540 448,00

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

Conformément à l'article L2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'attribution des subventions fera l'objet de délibérations distinctes.

Conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations.

Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants :

- « 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;
- « 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;
- « 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences

faites par le comptable public.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le budget primitif 2020 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- de confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires ;
- de prendre acte du fait qu'une note brève et synthétique soit annexée au rapport de présentation du budget primitif 2020 ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135135-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport BP2020 3M VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.